

## GUERRE EN UKRAÏNE



Iryna Kravchenko, 40 ans, et ses fils Yaroslav, 12 ans (à gauche), et Timur, 10 ans (au centre), à Berlin, le 13 février. EMIL DUCKE POUR « LE MONDE »

## L'Allemagne, refuge privilégié des exilés ukrainiens

Le pays accueille plus de 1 million de réfugiés ; 44 % veulent s'y installer

### TÉMOIGNAGES

BERLIN - correspondant

Il y a quatre ans, pendant la pandémie de Covid-19, Iryna Kravchenko, cadre dans une grande banque de Kiev, parlait vacances avec un collègue. Celui-ci lui conseilla d'aller à Berlin. « C'est une ville formidable, c'est sûr que ça te plairait », lui dit-il. « Ça ne me tente pas du tout. Quand on pourra de nouveau voyager, j'irai à la mer, mais certainement pas en Allemagne », lui répliqua-t-elle.

Le collègue avait raison. Aujourd'hui, Iryna Kravchenko aime tellement Berlin qu'elle a du mal à imaginer vivre ailleurs. Elle y a pourtant débarqué dans les pires circonstances. C'était le 8 mars 2022. Douze jours plus tôt, les troupes russes avaient envahi l'Ukraine et, comme des dizaines de milliers d'habitants de Kiev, Iryna était partie dans la précipitation, avec pour seul souci de protéger ses trois fils et leur petite chienne des bombardements. Après une halte dans un village de l'ouest du pays, ils étaient passés en Pologne et avaient rejoint Varsovie. Là, une connaissance avait proposé de les héberger, mais pas plus de quatre jours.

Iryna a alors eu l'idée de poster un message sur un groupe Facebook d'aide aux réfugiés ukrainiens. « Seize minutes plus tard, une dame de Berlin disait qu'elle était prête à accueillir une famille de quatre personnes avec un chien. Je n'arrive toujours pas à croire que notre arrivée dans cette ville s'est jouée en seize minutes. »

Il n'y a bien sûr pas de portrait-robot « du » réfugié de guerre ukrainien, mais s'il fallait se risquer à l'exercice, Iryna Kravchenko pourrait servir de modèle. D'abord parce que c'est une femme, comme 80 % de quel que 4,3 millions de personnes qui ont fui l'Ukraine après le 24 février 2022 et bénéficiaient du statut de « protection temporaire » dans l'Union européenne (UE) au 31 décembre 2023. Parce qu'elle vit en Allemagne, le pays de l'UE qui

en compte le plus grand nombre (1,1 million), devant la Pologne (573 000), l'Espagne (194 000) et l'Italie (161 000), et très loin devant la France (65 000). Enfin, parce qu'elle a 40 ans, l'âge moyen des réfugiés enregistrés en Allemagne, et qu'elle est venue avec ses enfants, comme 58 % des Ukrainiennes arrivées depuis 2022.

#### « Elan de générosité »

Si l'histoire d'Iryna Kravchenko fait écho à beaucoup d'autres, c'est aussi par ce qu'elle raconte de l'accueil et de l'intégration des étrangers outre-Rhin. Et pour elle, c'est évident : « Le positif l'emporte très largement sur le négatif », assure-t-elle, en refaisant le film des deux dernières années : « L'incroyable élan de générosité » des débuts, quand « des tas de gens ordinaires venaient trouver les Ukrainiens pour offrir des vêtements ou des jouets » ; l'appartement que finance l'agence pour l'emploi, un 85 mètres carrés situé dans le quartier résidentiel de Charlottenburg, qu'elle a obtenu « en seulement deux mois » ; la satisfaction d'avoir trouvé une école « à quinze minutes de la maison », et surtout la « fierté » de voir ses fils, 10, 12 et 18 ans, « apprendre si vite l'allemand ».

Et le négatif ? Pas du genre à se lamenter. Iryna Kravchenko ne répondra pas directement, mais en l'écoutant évoquer le « beau poste » qu'elle avait au sein de la filiale ukrainienne de BNP Paribas, on comprend ce qui est pour elle le plus douloureux. « J'ai beaucoup travaillé mon allemand le plus sé-

**« POUR LE JOB CENTER, JE NE SUIS À PEU PRÈS BONNE QU'À FAIRE LE MÉNAGE. C'EST DÉPRIMANT »**

DARIA BALABANOVA  
réfugiée ukrainienne

rieusement du monde, le fait d'être étrangère sans expérience professionnelle en Allemagne m'empêche de trouver un job correspondant à mes qualifications. »

Aujourd'hui, l'ancienne cadre supérieure de Kiev aide les réfugiés ukrainiens de Berlin dans leurs démarches administratives. Le cas d'Iryna n'est pas exceptionnel. Plusieurs études portant sur l'emploi des réfugiés ukrainiens en Allemagne font apparaître qu'ils ne sont qu'environ 20 % à avoir trouvé du travail, contre près de 75 % au Danemark et un peu plus de 60 % en Pologne ou en République tchèque. C'est le revers du modèle allemand : les Ukrainiens sont davantage soutenus financièrement mais ils doivent en contrepartie apprendre la langue ; or, le niveau qu'ils peuvent espérer acquérir grâce aux cours offerts ne leur permet pas de trouver des postes équivalents à ceux qu'ils avaient avant leur exil.

A cela s'ajoute un « mal » très allemand : le poids de la bureaucratie. Daria Balabanova en sait quelque chose. Partie de Kiev avec « une copine et un chat » au premiers jours de la guerre, elle avait 24 ans et sa fascination pour le Berlin des années 1920 l'avait motivée pour venir « tenter sa chance » comme danseuse burlesque. Elle n'avait pas imaginé la « montagne de paperasse à remplir pour la moindre démarche » et cette « façon » qu'ont certains fonctionnaires de vous « culpabiliser en feignant d'oublier que vous êtes là parce que votre pays est sous les bombes ».

Bien sûr, « il y a pire », reconnaît Daria, qui a mesuré le prix qu'il y a de vivre dans un pays en paix les nombreuses fois où elle est revenue passer quelques jours à Kiev. Il n'empêche : la jeune femme, qui en est à son « dixième déménagement » en deux ans, ne pensait pas que le « système allemand » était « si peu ouvert » à des gens qui, comme elle, « sortent un peu du cadre ». « Pour le Jobcenter, je ne suis à peu près bonne qu'à faire le ménage. C'est déprimant. »

Selon une enquête réalisée pour le compte de plusieurs agences fédérales début 2023, 44 % des réfugiés de guerre ukrainiens avaient l'intention de s'y installer durablement, contre 38 % se disant certains de rentrer une fois la guerre terminée. Mais ces chiffres masquent une réalité : aujourd'hui encore, les arrivés continuent, et pour beaucoup, l'horizon n'est pas celui de l'intégration mais de la simple survie au jour le jour.

#### Éprouvant pour les plus âgés

La Markus Gemeinde, une communauté protestante de Steglitz, dans le sud de Berlin, en est le témoin avec sa vaste salle paroissiale qui sert toujours de foyer d'hébergement d'urgence. En moyenne, une cinquantaine d'Ukrainiens y dorment chaque soir, et si certains n'y passent que quelques jours, d'autres y restent des semaines voire des mois, tant il est devenu difficile de trouver des appartements dans la ville.

Ce provisoire qui s'éternise est particulièrement éprouvant pour les plus âgés. Comme Zoia, une septuagénaire au regard doux qui, plutôt que de s'épancher sur ses malheurs, occupe son temps à faire de petits dessins colorés qu'elle prend un soin infini à encadrer pour les offrir. Sa façon, aussi, de ne pas rester vissée à son smartphone à guetter la moindre nouvelle du Donbass, d'où elle vient, dans l'est de l'Ukraine. Mais si elle a besoin de se faire d'accueillir plutôt que de rejoindre des cousins au Canada. « En Allemagne, je suis plus près de chez moi et le jour où ce sera possible, ce sera plus simple pour rentrer ». Quatre jours après cette rencontre, les mots de la vieille dame prenaient une résonance particulière : la petite ville d'Avdiivka, son « chez elle », venait de tomber aux mains des Russes après des mois de combats sans merci. ■

THOMAS WIEDER

## Un impact catastrophique sur la démographie

La natalité s'effondre du fait de l'exil de millions de femmes en âge de procréer et de la forte mortalité masculine

L'hémorragie démographique est là pour durer. Deux ans après le début de l'invasion massive conduite par la Russie, l'Ukraine continue de voir sa population diminuer, sans espoir de retournement de tendance dans l'immédiat. Le pays compterait actuellement entre 33 et 35 millions d'habitants, mais aucune comptabilité précise ne peut être établie du fait de l'occupation de 20 % du territoire par les forces russes.

L'estimation basse de 33,7 millions provient du Fonds monétaire international, tandis que les statistiques officielles ukrainiennes donnent le chiffre de 35 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Un décompte exact « à 200 000 individus près », selon Oleksandr Gladun, directeur adjoint de l'Institut Ptoukha de démographie et de sciences sociales, qui englobe les Ukrainiens vivant dans les frontières internationales, mais reconnaît de 1991, c'est-à-dire incluant la Crimée, les régions de Louhansk, de Donetsk, de Zaporijia et de Kherson toujours occupées par l'armée russe. Mais le chiffre tombe seulement à 31,1 millions si l'on se limite au territoire resté sous le contrôle du gouvernement ukrainien.

Les vies s'échappent d'Ukraine de multiples manières : militaires tués ou disparus au front, victimes civiles de bombardements, soldats faits prisonniers, déplacements forcés de population dans les zones occupées par l'armée russe, enfants séparés de leurs parents et envoyés en Russie, sans oublier les 6 millions de civils ukrainiens, essentiellement des femmes et des enfants, qui ont quitté leur pays. Et, plus le conflit dure, plus la probabilité que les exilés se fixent dans leur pays d'accueil augmente.

À la veille du 24 février 2022, le pays comptait 41 millions d'habitants, bien que ce chiffre soit discuté. Le dernier recensement remonte en effet à mars 2001 et l'Etat ukrainien a renoué à plusieurs reprises, depuis, cet exercice aux résultats politiquement explosifs.

#### Les fossoyeurs creusent

Aujourd'hui, l'une des grandes inconnues demeure le nombre de militaires ukrainiens tués dans les combats. Contraint de livrer une lutte existentielle contre un agresseur numériquement très supérieur et qui ne recule devant aucun crime de guerre, l'Etat ukrainien a choisi de taire les pertes militaires afin de réduire l'effet démoralisateur sur la population, en particulier sur les hommes en âge de combattre. Tous ceux âgés de 18 à 60 ans ont l'interdiction de sortir du territoire.

Mais, inéluctablement, l'accumulation des morts devient de plus en plus visible. Chaque jour charrie son lot d'annonces de deuil sur les réseaux sociaux. Dans les cimetières de toutes les villes et villages, les fossoyeurs creusent sans répit des carrés de tombes fraîches surplombées du drapeau bicoloré bleu et jaune, en hommage aux soldats tombés sans espoir de retour.

ONG, cellules de recherche en sources ouvertes et gouvernements occidentaux alliés sont également réticents à évaluer et à divulguer les pertes militaires ukrainiennes. Seules les autorités militaires américaines font, parcimonieusement, circuler

**L'UNE DES GRANDES INCONNUES  
DEMEURE LE NOMBRE DE MILITAIRES UKRAINIENS TUÉS DANS LES COMBATS**

des estimations. Les dernières, éventées en août 2023 par le New York Times, faisaient état de près de 70 000 morts.

À contrario, la propagande russe publie quotidiennement des chiffres grossièrement exagérés, sans jamais étayer ses affirmations. En janvier, le ministère de la défense russe, qui ne révèle jamais ses propres pertes, avançait le nombre de 215 000 militaires ukrainiens « éliminés » depuis le 24 février 2022.

#### Tendance lourde

Depuis cette date, la seule comptabilisation détaillée repose sur le travail d'un groupe anonyme et controversé, publié sur le site Ualosses.org. Régulièrement mise à jour, la liste comptait 46 940 noms mercredi 21 février. Chaque fiche de soldat contient le nom, prénom et patronyme, les dates de naissance et de décès, le rang militaire et le nom de l'unité. Une analyse approfondie montre que, dans 65 % des cas, ces fiches sont complètes ou quasiment, et 70 % sont étayées par au moins trois sources (le plus souvent, des nécrologues de sites d'information locaux ukrainiens). En revanche, la qualité des sources est très inégale. Environ 10 % des pages ainsi fournies proviennent d'une source unique, Lostar-mour.info... un site de propagande russe.

Contacté par Le Monde, un représentant d'Ualosses.org affirme que l'objectif consiste à « fournir enfin une mesure rigoureuse des pertes ukrainiennes » à partir de sources ouvertes. L'organisation, qui emploie « une équipe de trois personnes auxquelles s'associent des volontaires (...) ne reçoit aucun financement », argue-t-il. Côté ukrainien, cette base de données est complètement ignorée. Ihor Solovey, directeur du Centre des communications stratégiques et de la sécurité de l'information (une branche du ministère de la culture) résume de manière lapidaire l'attitude officielle : Ualosses.org « porte la signature du GRU [renseignement militaire russe] ».

Au-delà de ces polémiques, la forte mortalité des hommes, conjuguée au départ pour l'étranger de nombreuses femmes en âge de procréer, dessine une tendance lourde. L'effondrement de la fécondité atteint désormais un niveau historiquement bas, avec 0,9 enfant par femme en 2023, contre 1,2 enfant en 2022, selon les données de l'Institut Ptoukha de démographie et de sciences sociales, à Kiev. Pour sa directrice, Ella Libanova, l'Ukraine ne doit pas se faire d'illusion sur un phénomène de rebond : « Nous ne pouvons pas compter sur un baby-boom, il n'y en aura pas, dit-elle. S'il y en avait un après la guerre, ce que je souhaite, je mangerais mes deux thèses de doctorat. » ■

EMMANUEL GRZYNSZPAN,  
AVEC LÉA SANCHEZ